

La fermeture de *Droits et Démocratie* inquiète les membres de l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI)

Montréal, 4 avril 2012. L'annonce de l'abolition de l'organisation *Droits et Démocratie* crée un vent d'inquiétudes au sein de l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI).

Cette fermeture souligne clairement que le gouvernement conservateur désire écarter les prises de positions critiques de ses politiques au Canada et à l'étranger. Rappelons que depuis mars 2009, *Droits et Démocratie* vivait une relation houleuse avec le gouvernement fédéral en place. La nomination, à cet époque, par les conservateurs d'Aurel Braun, qui porte un appui inconditionnel aux politiques israéliennes, comme président du conseil d'administration avait créé tout un émoi dans l'organisation, mais également chez des organismes de coopération internationale et de la société civile au pays. Le changement de cap idéologique de *Droits et Démocratie* concernant les droits de la personne devenait de plus en plus questionnable. Plusieurs ont vu dans ce changement l'imposition des visions conservatrices dans les rapports entretenus avec l'étranger lorsqu'il est question des droits de la personne.

Cette tendance s'insère dans un contexte où le gouvernement **cesse d'appuyer les organisations qui adoptent des positions critiques faces aux politiques canadiennes.** L'AQOCI croit que l'abolition de *Droits et Démocratie* n'est qu'une des étapes d'une stratégie qui risque fort d'avoir des impacts sur les organisations de coopération internationale au Canada. Une démonstration claire de cette situation est la diminution importante du financement de plusieurs organisations de défense des droits de la personne et de coopération internationale, tel que Développement et Paix, le Centre international de solidarité ouvrière et Alternatives, des organisations membres de l'AQOCI. Le mode de financement compétitif adopté à l'ACDI tend aussi à dépolitiser la coopération.

Il est d'ailleurs préoccupant d'observer que le Budget 2012 « propose également de rehausser la transparence en exigeant plus d'informations au sujet des activités politiques, y compris de l'information sur le financement provenant de sources étrangères et utilisé pour mener des activités politiques (sic)».

En réaction à cette situation, l'AQOCI réaffirme sa revendication première : le retour à un dialogue constructif et ouvert entre le gouvernement et les organisations non-gouvernementales canadiennes. De plus, l'AQOCI appuie la coalition *Pas de démocratie sans voix* pour la défense de l'espace public et de la liberté d'expression au pays. (www.pasdedemocratiesansvoix.qc.ca)

-30-

Pour information :

Josiane Cadotte
Adjointe aux communications, AQOCI
communications@aqoci.qc.ca
(514) 871-1086, poste 205